

DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES
À L'USAGE DES CITOYENS FRANÇAIS
(code électoral, articles L. 2 à L. 40)

N° 12669 * 02

Formulaire valable uniquement s'il est accompagné des pièces justificatives (voir notice explicative au dos)

1. ÉTAT CIVIL

NOM : DEBEAULIEU

Nom de naissance (ou nom figurant dans les actes d'état-civil)

NOM D'USAGE : BENETTON

PRÉNOM(S) : CLAUDETTE - RENEE

SEXE : M ☒ F NÉ(E) LE : 28/02/1959 À : NANTERRE

Commune* (Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement)

DÉPARTEMENT
OU COLLECTIVITÉ 92 PAYS FRANCE

Demande son inscription sur la liste électorale de la commune* de :

DÉPARTEMENT
OU COLLECTIVITÉ

2. SITUATION DU DEMANDEUR

• Cocher la case correspondant à votre situation :

– première inscription

☒ inscription suite à déménagement

– dans la même commune* (arrondissement pour Paris, Marseille et Lyon)

☒ en provenance d'une autre commune* ou de l'étranger
précédent lieu d'inscription (commune* + département ou consulat + pays) :

91210 DRAVEIL - 91 ESSONNE - FRANCE

– inscription pour un autre motif

3. COORDONNÉES PERSONNELLES DU DEMANDEUR

Adresse postale du lieu au titre duquel l'inscription est sollicitée :

Numéro : 21 - Voie : RUE DE LA REPUBLIQUE

Complément 1 :

Complément 2 :

Lieu-dit/Commune déléguée :

Code postal : 16560 Commune* : AUSSAC - VADALLE

Pays : FRANCE

Pour vous contacter (fortement recommandé)

Téléphone : 06 65 02 20 01

Courriel : cpaudettebenetton@gmail.com

Adresse de contact (si différente de l'adresse postale ci-dessus)

Numéro : - Voie :

Complément 1 :

Complément 2 :

Lieu-dit/Commune déléguée :

Code postal : Commune* :

Pays :

* À Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, inscrire le nom de la collectivité et à Wallis-et-Futuna, inscrire le nom de la circonscription territoriale.

Rubrique réservée à la mairie (ne rien inscrire)

Inscription au titre de l'art. L. 30

Date de réception du dossier complet : 17/11/2025

Les données recueillies feront l'objet d'un traitement automatisé défini par le Décret n° 2018-343 du 9 mai 2018 permettant l'établissement, le contrôle et la gestion des listes électorales. Elles seront conservées jusqu'au 31 décembre de l'année suivant leur obsolescence.